COMITÉ CENTRAL DU FLN

Belkhadem cède sur le vote de confiance

Abdelaziz Belkhadem aura fini par concéder le principe d'un vote de confiance sur son poste de secrétaire général du Front de libération nationale comme exigé par ses contestataires au sein du comité central, dès l'ouverture de sa session, prévue vendredi et samedi à l'hôtel Ryadh de Sidi-Fredj, à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une session ordinaire certes, mais qui s'annonce des plus explosives. L'enjeu n'étant rien moins que l'avenir de Abdelaziz Belkhadem à la tête du parti majoritaire à moins de deux années de la présidentielle, la bataille sera certainement féroce entre l'actuel SG et ses contestataires qui détiennent la majorité au sein du CC.

La tension est d'ailleurs telle, à la veille de cette session, que, pour la première fois dans l'histoire du parti, l'intégralité des travaux, la cérémonie d'ouverture compris, aura lieu dans un huis clos hermétique ! Certaines personnalités au parti redoutent même des affrontements entre membres du CC. Un risque que le comité des sages composé d'éminentes personnalités que sont Ahmed Sbaa, Affane Guezzane Djillali, Mohamed Boukhalfa et Abderrezak Bouhara, tente de circonscrire. Renforcées par le redoutable Abdelkader Hadjar, l'actuel ambassadeur d'Algérie à Tunis, ces personnalités ont longuement rencontré Abdelaziz Belkhadem au siège du parti à Hydra, dans la soirée de mardi dernier. «Ils ont retrouvé en face un Belkhadem très tendu et qui ne voulait même pas entendre parler de vote de confiance. Sa seule proposition consistait en la lecture, en plénière, des deux motions : celle des contestataires et celle le soutenant.

Ce à quoi s'opposera fermement Abdelkader Hadjar. «Il est hors de question ! Cette façon de faire diviserait le parti. Vous n'avez qu'à appliquer les statuts et règlements du parti», lui réplique Hadjar. Selon une source crédible, c'est Hadjar qui aura donc obligé Belkhadem à accepter le principe du vote de confiance. «Belkhadem finira par accepter mais propose que cela se fasse à main levée tandis que ses interlocuteurs optent pour un vote à bulletin secret. Les deux parties finiront par s'entendre sur une solution médiane : il y aura vote, dès l'ouverture des travaux, sur le mode de vote pour le renouvellement ou le retrait de confiance au SG. Les membres du comité central trancheront, à main levée, si le vote de confiance aura lieu à bulletin secret ou à main levée.»

Photo : Samir Sid

Ce rocambolesque processus électoral dénote, à lui seul, «la confiance qui règne» entre les deux camps à la veille d'une session qui fera certainement date dans l'histoire du parti et qui pèsera sûrement sur la situation politique nationale, à court et à moyen terme. Et ce n'est pas tout. Autre objet de litige entre les deux partis, la liste des membres du comité central dont Belkhadem dénie la qualité. Entre autres, l'ancien ministre du Tourisme, Mohamed Séghir Kara, et, surtout, un ministre en exercice, celui de la Formation professionnelle, Hadi Khaldi en l'occurrence. Or, les deux concernés refusent cette «sentence qui ne repose sur aucun texte du parti» et affirment bel et bien qu'ils seront présents, vendredi à l'hôtel Ryadh. «Ma crainte, nous confie un vieux dinosaure de l'ex-parti unique, est que cela se termine en queue de poisson. C'est la seule solution pour Belkhadem d'éviter une destitution certaine». Il faut dire qu'à 210, (sur les 351 membres que compte le CC), les contestataires partent majoritaires. Certes.

Mais ce chiffre sera-t-il le même, vendredi ? «Pas si sûr !» tranche, ironique, un membre influent dans l'entourage de Belkhadem. «Le SG a plus de 200 membres qui ont officiellement signé une motion en sa faveur», nous explique, affirmative, notre source.

Des pressions, sous diverses formes, auront ainsi été exercées sur certains membres du comité central depuis quelques jours. Et comme le résume notre interlocuteur, «il n'y a pas que des anges au FLN !». C'est ce qui explique, du reste, l'insistance de Belkhadem sur le mode de vote à main levée...

K. A.

ILS VEULENT LA TÊTE DE MOUSSA TOUATI

Les dissidents du FNA tiennent à leur congrès extraordinaire

Les dissidents du Front national algérien (FNA) ne lâchent décidément pas prise et veulent, coûte que coûte, avoir la tête du président du parti, eux qui pensent que, pour ce faire, le moment est plus que jamais propice et indiqué, assez renseignés qu'ils sont sur les capacités de manœuvre de leur «ennemi».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un Moussa Touati suffisamment renseigné, lui aussi, sur les moindres gestes et actes de ses adversaires. Contacté hier pour en savoir un peu plus sur cette grogne qui, cette fois-ci, pourrait avoir raison de lui au vu des déclarations de ses détracteurs empreintes de confiance, le président du FNA a fait montre d'une totale sérénité à faire chavirer le plus téméraire de ses adversaires. «Je suis au courant du moindre de leurs mouvements, ils sont en ce moment même en train de manigancer dans un bar mitoyen du siège national du parti», lâchera-t-il tout de go, comme pour «brosser» le profil de ces «dissidents» qui, dira-t-il, «ne représentent que 0,5% de la base militante du parti».

Avant de les accabler un peu plus en leur reprochant de «ne courir qu'après leurs étroits intérêts». Et à Touati de défier les meneurs de cette fronde de «divulguer le lieu de leur prétendu congrès», qualifiant leur action de «pure agitation qui finira comme les précédentes», ironisera-t-il. «Il était question qu'ils tiennent leur réunion à Médéa, mais mal leur en prit puisque les services de la Wilaya ont refusé», dira encore Touati pour qui le réel mobile de ces «gens» n'est un secret pour personne en ce sens, expliquera-t-il, qu'ils veulent tout simplement «changer de ligne stratégique au parti». «Ils sont en train de danser sans ceinture», osera Touati dans ce qu'il considère être une «corvée» que de parler de ces gens qui, selon lui «ne représentent qu'eux-mêmes»

Son de cloche tout à fait contradictoire des contestataires qui croient acculer, cette fois-ci, Touati dans ses ultimes retranchements. Pour Ayache Khenchali, nouveau député du parti élu à Batna, «Touati a fait le vide autour de lui» et il est temps pour lui de céder la place. Notre interlocuteur se demandera au nom de quels militants parle le président du parti puisque «la quasi-majorité des membres du conseil national, ceux du bureau national, les députés et les chefs des bureaux de wilaya du parti lui ont retiré leur confiance».

Khenchali tiendra à répliquer à Touati en le mettant au défi, lui aussi, de montrer une quelconque autorisation de son congrès. Quoique, lui aussi, reconnaîtra ne pas obtenir de quitus pour la tenue du congrès extraordinaire qui devrait entériner la destitution de Touati alors qu'il était question qu'il se tienne ce samedi comme annoncé déjà.

Mais ceci ne semble pas déranger outre mesure le député de Batna puisque, affirme-t-il, «nos délégués sont prêts et peu importent le lieu et le moment du déroulement de notre congrès».

M. K.

L'ALLIANCE VERTE L'A ENTERINÉ

Boycott des structures de l'APN

L'Alliance de l'Algérie verte semble avoir consommé l'échec aux dernières législatives et promet d'être plus forte que ne le prédisaient ses pourfendeurs en s'installant désormais dans l'opposition.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et toutes premières mesures prises dans ce sens, le boycott des structures de la nouvelle APN et la non-intégration du nouveau gouvernement si jamais, bien entendu, le trio est sollicité dans cette optique. Deux mots d'ordre entérinés officiellement par le triumvirat lors du sommet de ses chefs, ce mercredi au siège national du MSP.

Un sommet au cours duquel les trois leaders sont succintement revenus sur le dernier scrutin législatif, partageant, à quelques nuances près, le constat de la Commission nationale de surveillance de ces législatives selon lequel la nouvelle Assemblée nationale manque cruellement de crédibilité. Ainsi, si pour Hamlaoui Akkouchi, le secrétaire général d'El Islah, les résultats de ces législatives confirment que le pouvoir est encore dans sa logique protectionniste comme si, dira-t-il, le peuple algérien n'était pas mûr, pour son compère d'Ennahdha, Fateh Rebai, la «mascarade» que fut le dernier scrutin législatif maintient le pays à la croisée des chemins. Une position de stand-by qui peut déboucher sur des scénarios imprévisibles avec leur corollaire l'intervention étrangère, poursuivra l'intervenant.

Ceci avant que, comme le veut la tradition depuis la mise sur pied, il y a exactement 100 jours, de cette alliance à trois, le leader ne prenne la parole pour affirmer l'attachement des trois mouvements à cette alliance que les résultats des dernières législatives n'entameront en rien. Bien au contraire, Soltani dira que les militants de l'Alliance sont plus que jamais convaincus que l'heure de l'alternance pacifique par les urnes arrivera tôt ou tard, ne manquant pas de relever que «les deux seuls soucis des organisateurs des élections dans le pays sont liés au taux de participation et aux P-V certifiés par les magistrats à remettre aux bureaux noirs».

Soltani s'interrogera également sur la «contrepartie que recevront les organisations, les mêmes que l'on vilipendait il y a quelques années, au nom de velléités d'intervention étrangère, qui ont cautionné ces élections». Et de promettre que le groupe parlementaire de l'Alliance mènera la vie dure à la majorité «arithmétique» en exigeant l'adoption de la fameuse loi en stand-by depuis quelques années déjà, celle criminalisant le colonialisme.

Manière, dira Akkouchi, de mettre le FLN devant ses responsabilités surtout que l'on célèbre cette année le 50e anniversaire de l'Indépendance du pays.

Il est aussi question pour le groupe parlementaire de l'AAV d'initier une commission d'enquête parlementaire sur la fraude qui a émaillé les dernières législatives, de lancer des débats sur la nécessité de revoir l'indemnité des députés et sur le niveau intellectuel de ces derniers.

L'Alliance, qui s'inscrit donc dans la durée, se verra dotée de structures adaptées aux missions qui lui seront assignées à la lumière des débats qui se sont poursuivis hier. Les perspectives de son élargissement à d'autres membres de la même famille politique sont évoquées.

Ceci dit, sur la présence encore au gouvernement de pas moins de trois ministres MSP au moment même où le Mouvement et l'Alliance ont balancé dans l'opposition, Soltani n'y voit aucune contradiction. «Il s'agira de nous demander des comptes à la prochaine équipe gouvernementale», rétorquera-t-il, en aparté, sous le hochement approbateur du leader du Mouvement Nahdha.

Et si le président tardait à former un nouvel exécutif ? «Ce n'est pas mon problème», répondra stoïquement le leader du MSP pour qui, vraisemblablement, l'opposition vient d'acquérir une nouvelle formule magique, conforme à la dualité que le mouvement a de tout temps cultivée.

M. K.